

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

MUTATION DES VALEURS SOCIÉTALES - RENFORCEMENT DE LA CONFIANCE ENTRE POPULATIONS CIVILES ET FORCES DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ: DIAGNOSTICS ET SOLUTIONS POUR UNE PAIX DURABLE AU MALI.

« L'IMRAP est allé dans les plus petites localités, recueillir l'avis du plus petit Malien et du plus grand Malien ».

Participant à la Conférence nationale.

De novembre 2013 à mars 2015, la recherche participative ayant mené à l'Autoportrait du Mali sur les obstacles à la paix a constitué un premier pas vers le changement souhaité et porté par les Maliens. Selon l'approche prônée par l'IMRAP et Interpeace, ce changement doit être déterminé par les Maliens, à travers l'identification par les populations elles-mêmes des principaux défis à la paix, et leur engagement dans l'élaboration et la mise en œuvre de solutions pérennes répondant à ces défis.

Ainsi, à l'issue du processus autoréflexif sur les défis à la paix¹, l'IMRAP et Interpeace ont lancé une seconde phase de recherche dite « recherche action participative » tournée vers le développement et la mise en œuvre de solutions à ces défis, avec l'appui du Royaume du Danemark et une contribution du Royaume de Norvège. Deux priorités pour la paix identifiées par les Maliens ont été visées par ce nouveau processus, à savoir: (i) la mutation des valeurs sociétales; (ii) l'insécurité chronique et plus précisément comment renforcer la confiance entre les populations civiles et les Forces de défense et de sécurité (FDS).

Afin d'assurer une large appropriation de ces solutions par les Maliens, une attention particulière a été portée à l'inclusion et l'engagement dans ce processus de toutes les régions du Mali, de Kayes à Kidal, en passant par les camps de réfugiés du Niger et de la Mauritanie. Au total, plus de 2 000 Maliens se sont exprimés directement sur ces thématiques. Plus de 70 séances de dialogue ont été organisées ainsi qu'une cinquantaine d'entretiens individuels ou collectifs. Par ailleurs, le Pôle de Dialogue Mobile (PDM) a suscité l'engagement de près de 10 000 personnes sur l'année dans le cadre d'une cinquantaine de projections-débats autour des conclusions de l'Autoportrait, dont la question de la crise de confiance entre populations et FDS et celle de la mutation des valeurs sociétales. Ces diverses contributions ont constitué la base pour l'élaboration des solutions, guidés par deux Comités de Pilotage composés d'experts et autres représentants maliens, preneurs de décision, leaders d'opinion, concernés et impliqués sur ces questions.

« Toutes les populations maliennes participent à ce processus, et ça, ça garantit la légitimité des solutions qui seront décidées ici ».

Participant à la Conférence nationale

Les solutions ont été validées et priorisées de manière participative et consensuelle au cours de la seconde Conférence Nationale des 3, 4 et 5 mai 2016. A la demande des participants à la Conférence, les populations maliennes vont désormais être accompagnées par l'IMRAP dans la mise en œuvre de ces solutions.

¹ Possible grâce à l'appui de l'Union Européenne et du Royaume du Danemark, ainsi qu'à une contribution du Royaume de Norvège.



« Le résultat le plus important de l'action d'IMRAP et Interpeace est l'engagement de nous tous, Maliennes et Maliens, de tous les horizons et au-delà des clivages, dans un processus de dialogue et d'action collective pour la paix. [...] Le travail que nous venons de compléter ensemble autour du développement de solutions consensuelles n'est pas qu'une série de recommandations destinées à prendre la poussière: il s'agit du premier jalon d'un engagement collectif vers le changement ».

Traoré Nènè Konaté, Directrice Exécutive de l'IMRAP.

LA MUTATION DES VALEURS SOCIÉTALES



Le processus de recherche-action participative mené a mis en évidence que la mutation accélérée des valeurs maliennes a brutalement remis en cause le consensus social existant autour des codes et normes régissant le vivre ensemble, déstabilisant considérablement le contrat social malien. Ce phénomène se nourrit et prend sa source de l'affaiblissement des institutions de socialisation traditionnelles, telles que la famille élargie, les classes d'âge, les cadres religieux, atténuant la force d'éducation et de contrôle social qu'ils exerçaient. Le système éducatif, qui devrait compenser et assurer une éducation adaptée aux réalités socio-économiques et culturelles maliennes, n'arrive plus à y répondre efficacement.

Tous ces bouleversements, rapides et incontrôlés, renforcent la méconnaissance entre Maliens de leurs valeurs et cultures réciproques. Cette méconnaissance croissante est à l'origine de nombreux clivages et tensions au sein des communautés et entre communautés, fragilisant durablement et profondément le tissu social malien.

Pour faire face à ces défis, les Maliens rassemblés lors de la Conférence ont priorisé certaines solutions développées à l'occasion des consultations à travers le pays, en fonction de leur urgence, leur faisabilité et leur potentiel d'impact pour la meilleure gestion de la mutation des valeurs, en faveur du renforcement de la cohésion sociale au Mali. Ils se sont ainsi engagés à :

« [Quand] je transgresse ce qu'on m'a appris, il faut qu'il ait un mécanisme pour me dire stop ou pour me sanctionner. Ça, ça n'existe pas ».

Personne ressource lors d'un entretien.

Renforcer la culture du dialogue pour la cohésion sociale

L'un des éléments centraux mis en lumière au cours des consultations est l'existence de barrières considérables entre les différentes populations d'une part, ainsi qu'entre les populations et leurs gouvernants d'autre part. Aux yeux des participants, ces barrières sont nées du manque de dialogue entre Maliens. Pour les surmonter, les Maliens ont souligné la nécessité de perpétuer et étendre les espaces de dialogue mis en place par l'IMRAP et Interpeace dans le cadre de son programme. Par ailleurs, ils ont noté l'importance de tenir compte des acquis de la riche culture malienne de dialogue, en renforçant les capacités des espaces de dialogue existants. Ils suggèrent enfin, entre autres mesures, de créer de nouveaux cadres dans les localités où le besoin est important, et de les accompagner.

Promouvoir l'éducation à la citoyenneté pour renforcer le patriotisme chez les Maliens

La question de la citoyenneté est une préoccupation centrale pour les Maliens, qui dénoncent les comportements déviants des citoyens et de leurs gouvernants, tels que la corruption ou le non-respect des lois et des autorités traditionnelles et étatiques. Pour lutter contre l'incivisme, les Maliens requièrent l'élaboration d'une politique nationale d'éducation à la citoyenneté. Sur cette base les populations proposent, notamment, la conception d'un programme national et de plans ministériels sectoriels portant sur la question. Elles appellent également au retour du service national des jeunes et au mouvement pionnier, comme outils permettant de « *pérenniser dans la conscience collective les valeurs culturelles* »² et de « *former un nouveau type de citoyens patriotes et engagés.* »³

« Chacun de nous se dit fier d'être Malien. Alors qu'on n'a peu de connaissances de la culture des valeurs de l'autre [...]. Cette méconnaissance crée des incompréhensions [...] entraînant un cloisonnement des communautés et des formes particulières de stigmatisation ».

Personne ressource lors d'un entretien.

Restaurer les grandes rencontres culturelles de brassage des populations

Les Maliens ont largement appelé à la restauration des grandes rencontres de brassage des populations au niveau local, régional et national. Chaque année, le Mali est le théâtre de nombreuses manifestations culturelles locales, portées par les Maliens, pour préserver leur patrimoine et promouvoir les valeurs maliennes. Jusqu'en 1988, ces manifestations étaient complétées par des événements organisés par l'Etat, nationaux et régionaux, annuels et biannuels, qui « *[favorisaient] le brassage ethnique et l'acceptation des uns par les autres.* »⁴ Les Maliens suggèrent également la promotion des caravanes et forums de dialogue, pour étendre la portée des échanges. Les participants souhaitent enfin que les différentes localités soient encouragées à valoriser les événements culturels locaux, pour diffuser leurs valeurs.

2 Conférence Nationale, Bamako, mai 2016.

3 Conférence Nationale, Bamako, mai 2016.

4 Conférence Nationale, Bamako, mai 2016.

RENFORCEMENT DE LA CONFIANCE ENTRE POPULATIONS ET FDS



Dans un contexte d'insécurité et de violence armée continues, la protection de la population par les FDS est considérée par les Maliens comme le rôle premier de l'État. Or, la situation actuelle prévalant au Mali, et particulièrement dans les régions du centre et du Nord du pays, ne permet pas aux populations de sentir que leur sécurité est assurée. Pour les Maliens, cette limitation des FDS à assurer pleinement leur rôle est à la fois la conséquence et la cause d'une grave crise de confiance entre les populations et ces dernières.

Si ce déficit de confiance s'ancre également dans un long historique de débordements et d'incidents, la situation actuelle est inscrite dans un cercle vicieux : pour accomplir leur mission, et particulièrement dans un contexte de guerre asymétrique, les FDS doivent pouvoir compter sur la collaboration des populations. Or, cette collaboration ne peut espérer se produire que si un minimum de confiance existe entre ces dernières et les communautés. Face à la difficulté des FDS à assurer leur sécurité, les populations continuent de s'en méfier et se retournent vers d'autres ressorts pour assurer leur propre sécurité.

« Aujourd'hui, nous sommes dans ce que nous appelons une guerre asymétrique ou tout le monde est suspect, [...] [avec un] nouveau mode opératoire difficile à appréhender sans la collaboration avec la population civile »

Responsable de l'armée lors de la Conférence nationale.

Pour faire face à ces défis, les Maliens assemblés lors de la Conférence Nationale se sont prononcés sur les solutions à mettre en œuvre en priorité, en fonction de leur faisabilité, leur urgence et leur potentiel d'impact. Ils se sont engagés à :

Assurer une compréhension commune et partagée des rôles et responsabilités

L'un des éléments centraux que les consultations ont fait ressortir, est la méconnaissance profonde entre populations et FDS. Selon les Maliens consultés, nombre de tensions émanent d'incompréhensions sur la réalité de l'autre, ou sur ses contraintes. C'est pourquoi l'une des solutions autour de laquelle un consensus fort a émergé est d'œuvrer à une compréhension commune et partagée des rôles et responsabilités des FDS mais également des populations en matière de sécurité la sécurité. Cela permettra non-seulement d'établir les bases d'une relation sur laquelle la confiance pourra peu à peu se bâtir. Pour les Maliens, cette compréhension peut, entre-autres, émaner de l'intégration de modules de formation à la citoyenneté au cursus scolaire, de l'organisation de journées d'information et passe forcément par le dialogue.

Développer une gestion concertée du secteur de la sécurité

Selon les Maliens consultés, il convient de bâtir une meilleure compréhension des rôles de chacun et initier un dialogue entre tous les acteurs autour de la gestion de leur sécurité. S'il ne s'est toujours pas dégagé de consensus fort sur l'équilibre à trouver entre pouvoir civil et indépendance de l'appareil sécuritaire ou militaire, tous semblent en contrepartie s'entendre sur la nécessité de définir cet équilibre pour permettre à chacun de jouer sa partition dans cette gestion. Cette gestion concertée de la sécurité passe, entre-autres, par le développement de mécanismes ou d'espaces de dialogue entre FDS et populations – tels que les Comités consultatifs locaux de sécurité (CCLS) en partie –, le renforcement des instances de contrôle, ou encore le développement d'outils de mesure de la confiance et de son évolution, permettant de prendre des initiatives précoces pour éviter les futures dégradations des relations.

Adapter les capacités des Forces de défense et de sécurité à un contexte sécuritaire évolutif

Les Maliens consultés reconnaissent que l'évolution du contexte sécuritaire auquel le pays est confronté requiert une adaptation des modes d'interventions, des moyens, ainsi qu'un renforcement continu des capacités opérationnelles des FDS. Par ailleurs, ces capacités renouvelées doivent se traduire par des FDS davantage au service des populations. Ainsi selon les Maliens, l'approche de la sécurité qui guide la conduite et l'interaction avec les populations civiles doit être revue et adaptée au contexte actuel. Avec de telles mesures, les FDS devraient être davantage en mesure de faire face aux nouvelles dynamiques auxquelles elles sont confrontées.

« Nous, nous ne sommes rien sans la population. A l'origine nous faisons partie de cette population. [...] Il ne faut pas avoir peur de nous, nous sommes là pour vous ».

Membre des FDS partie au processus.

Asseoir un processus de recrutement transparent, équitable et efficace

Afin de jouir à la fois de meilleures capacités des ressources humaines et d'une plus grande confiance de la part des populations, les FDS doivent également, aux yeux des civils comme des FDS, revoir leur processus de recrutement afin de s'assurer qu'il soit transparent, équitable et efficace. Pour les Maliens, il convient d'appliquer les textes en vigueur en la matière, tout en luttant contre la corruption et le trafic d'influence. Il faudrait également assurer une meilleure et une plus large communication autour des procédures afin de permettre à tous de candidater de manière équitable. Les candidats devraient également, aux yeux des participants, être soumis à une enquête de moralité, et les résultats devraient être publiés publiquement de façon transparente.

Avec l'appui de

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF DENMARK
DANIDA | INTERNATIONAL
DEVELOPMENT COOPERATION



Et avec la
contribution de


NORWEGIAN EMBASSY